

World investment report 2005 : "les sociétés transnationales et l'internationalisation de la recherche & développement"

Autor(en): **Gugler, Philippe**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **64 (2006)**

Heft 4: **L'organisation comme forme aboutie de la domination ; Economie de l'entreprise et capital humain. IV**

PDF erstellt am: **21.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-141862>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

WORLD INVESTMENT REPORT 2005

«LES SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES ET L'INTERNATIONALISATION DE LA RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT»¹

PROF. PHILIPPE GUGLER

*Doyen de la Faculté des Sciences économiques et sociales
Université de Fribourg, Suisse.*

La Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) a publié, en décembre 2005, son rapport annuel «World Investment Report 2005» (WIR05). Cette édition se consacre principalement à l'évolution de l'internationalisation de la recherche et développement (R&D) par les sociétés transnationales (STN), ainsi qu'aux implications de cette nouvelle tendance pour les décideurs de politique économique et sociale. Comme le relève dans la préface du rapport M. Kofi A. Annan, Secrétaire général des Nations Unies, les STN internationalisent même les activités les plus intensives en connaissance, et sélectionnent aussi les pays en développement pour établir les filiales de recherche et développement.

Le WIR05 comprend deux parties et inclut une importante annexe statistique. Cette annexe contient des données sur les flux et les stocks d'investissements étrangers directs (IED) de plus de 200 pays et territoires.

La première partie du WIR05 analyse les tendances globales et régionales de l'IED. En 2004, les flux d'IED ont cru après trois années de baisse consécutives, et devraient continuer à croître en 2005. Les sorties globales d'IED ont augmenté de 18 %, atteignant 730 milliards de dollars en 2004, dont près de la moitié provenaient des Etats-Unis, du Royaume-Uni et du Luxembourg. Cette tendance est liée à une forte croissance des flux dirigés vers les pays en développement. En effet, les entrées d'IED dans ces pays ont augmenté de 40%, se montant à 233 milliards de dollars. Dans la même période, les entrées dans les pays développés baissaient de 14%, avec des exceptions comme les Etats-Unis et le Royaume-Uni, et atteignaient 380 milliards de dollars. Cette tendance peut être expliquée par les pressions concurrentielles fortes motivant les entreprises à étendre leurs activités dans les marchés à forte croissance et en rationalisation leur production.

La deuxième partie est consacrée au thème principal de cette édition 2005, l'internationalisation de la R&D par les STN. Elle analyse l'augmentation de cette internationalisation et les implications pour les pays développés et en développement. Ce phénomène d'internationalisation de la R&D n'est pas récent; les entreprises installent depuis longtemps des centres

¹ Nations Unies, New York and Genève, 2005

de R&D à l'étranger pour adapter leur technologie aux conditions locales. Cependant, les entreprises avaient tendance à conserver leurs activités de recherche axées sur l'innovation dans leur pays d'origine. Or cette tendance évolue. Les STN ont commencé à installer des centres de R&D dédiés à la recherche hors de leur pays d'origine, et de plus en plus dans certains pays en développement. De plus, les dépenses à l'étranger des STN augmentent (la part des dépenses de R&D des filiales étrangères dans la R&D des entreprises à l'échelle mondiale est passé de 10% en 1993 à 16% 2002). Cette tendance peut avoir une influence forte sur l'innovation des pays en développement. En effet, au moins deux tiers des dépenses de recherche des entreprises sont effectués par les STN. Celles-ci jouent ainsi un rôle moteur des activités de R&D, certaines d'entre elles dépensant plus en R&D que certains pays. Par exemple, Ford Motor a dépensé 7,2 milliards de dollars en 2002 et l'Irlande 1,4 milliard de dollars. Une autre évolution dans l'internationalisation de la R&D est l'émergence des activités de R&D effectuées à l'étranger par les STN des pays en développement. Ces STN ont comme objectifs d'accéder aux technologies avancées et d'adapter leurs produits aux marchés étrangers.

Les types d'activités de R&D entreprises à l'étranger varient par région. Dans les pays en développement, l'Asie prévaut dans les activités innovatrices. Les économies comme la Chine, l'Inde, la République de Corée et la province chinoise de Taiwan ont d'importants centres de recherche, comme le Toyota Technical Center Asia Pacific en Thaïlande. En Amérique latine et dans les Caraïbes, relativement peu d'IED sont des activités intensives en R&D, mais ont souvent la fonction d'adapter la technologie ou les produits aux marchés locaux. En Afrique, les activités de R&D des STN sont généralement faibles, mis à part dans certains pays comme le Maroc et l'Afrique du Sud. Dans les nouveaux membres de l'Union européenne, certains pays comme la République tchèque, la Hongrie et la Pologne ont attiré des activités de R&D, dont certaines se consacrent aussi à l'innovation pour les marchés régionaux et mondiaux.

Le rapport analyse ensuite les raisons de cette tendance à l'internationalisation de la R&D vers les pays en développement. Différents facteurs peuvent inciter les STN à internationaliser les activités de R&D: l'intensification de la concurrence qui oblige les entreprises à innover davantage, l'accroissement des coûts de R&D dans les pays développés, ou encore le manque de main d'œuvre qualifié dans les pays développés. L'attractivité des pays en développement s'est accrue notamment grâce à la disponibilité d'une main d'œuvre qualifiée à des coûts compétitifs, et à la croissance de leurs marchés. Par ailleurs, l'amélioration générale des conditions d'investissement dans les pays d'accueil accroît cette tendance. Le rapport souligne que cette internationalisation de la R&D vers les pays en développement devrait se poursuivre.

Les implications pour les pays d'accueil et d'origine sont aussi analysées dans cette partie. Il est établi d'une part que grâce aux IED dans la R&D, les pays ont la possibilité de participer aux réseaux internationaux d'innovation. D'autre part, les pays en développement peuvent accéder aux technologies et renforcer leur système d'innovation. Cependant, les entrées d'IED en R&D peuvent générer des effets non désirés, comme une réduction des activités de R&D en cas de prise de contrôle de sociétés locales, ou encore par l'éviction des entreprises locales du marché des chercheurs. De plus, des tensions peuvent survenir entre les STN et les gouvernements des pays d'accueil, lorsque les objectifs sont contradictoires.

Par exemple, les STN désirent conserver leurs connaissances d'une manière exclusive, tandis que les gouvernements souhaitent le plus possible de retombées.

Les pays d'origine sont aussi affectés par l'internationalisation de la R&D. Leurs STN peuvent améliorer leur compétitivité en accédant aux nouvelles technologies et en réduisant les coûts, et créer des retombées positives dans leur pays d'origine. Toutefois, l'internationalisation de la R&D crée une crainte au sujet du marché de l'emploi. Cependant, il semble que l'adoption de mesures visant à freiner l'expansion de la R&D à l'étranger ne soit pas efficace, car elle risquerait d'affaiblir la compétitivité des entreprises du pays.

Le rapport conseille plutôt des mesures qui renforcent les capacités d'innovation et le fonctionnement du système national d'innovation (SNI). Le SNI est le réseau dans lequel les innovations se produisent. Il est formé par l'interaction entre entreprises, offreurs, clients, institutions publiques de recherche, université et autres, et peut être influencé par les politiques gouvernementales. Afin d'encourager l'innovation, des mesures devraient être mises en place dans les domaines suivants: les ressources humaines, les capacités publiques de recherche, la protection des droits de propriété intellectuelle et la concurrence. Les organismes de promotion de l'investissement peuvent aussi jouer un rôle important. Ils peuvent informer des possibilités d'investissement et proposer des destinations, ainsi qu'attirer l'attention d'autres organismes publics compétents sur des améliorations à entreprendre sur certains sites. Les pouvoirs publics doivent aussi prendre en compte les développements des accords internationaux d'investissement, qui peuvent concerner les activités de R&D. La protection des droits de propriété intellectuelle au niveau international est particulièrement relevant pour les IED en R&D. Un chapitre final de ce rapport décrit le rôle des accords internationaux dans le domaine de l'internationalisation de la R&D par les STN.

Ce rapport constitue un des principaux outils pour les chercheurs, praticiens, ainsi que pour les gouvernements. En s'intéressant à l'internationalisation du principal facteur de prospérité et de compétitivité, le rapport 2005 fournit des informations cruciales pour les preneurs de décisions aussi bien dans les pays développés que les pays en développement.